

Transition énergétique : les Français, dindons de la farce

La France s'est lancée dans la transition énergétique pour faire comme les autres pays développés. Comme eux, elle a fait pleinement confiance aux promoteurs des énergies renouvelables.

Elle n'a pas demandé à des économistes de calculer les coûts, directs et indirects, ni à des ingénieurs de calculer les tonnes de CO2 qui seraient économisées en tenant compte des centrales thermiques chargées de compenser l'intermittence du vent et du soleil. Elle n'a pas non plus demandé une évaluation des conséquences au niveau des monuments historiques, des paysages, du tourisme, de la faune terrestre et marine, des économies des Français placées dans la pierre (la valeur de leurs maisons), ni même et surtout de leur santé malmenée par les infrasons émis par les éoliennes.

Les divers gouvernements, de droite comme de gauche, se sont lancés à l'aveuglette, se basant comme d'habitude sur les sondages. Or depuis des années, presque tous les médias nous ont rempli le cerveau d'images terrifiantes sur le changement climatique, et d'autres idylliques sur les énergies renouvelables. Le résultat, nous le connaissons : le pays se couvre d'éoliennes, et les panneaux solaires leur emboîtent le pas, soutenus par des subventions qui grèvent les finances publiques, augmentant la dette de la France.

De nombreux Français s'opposent à cette politique, se rendant compte du danger. Ils lisent les études d'experts indépendants qui dénoncent ses nombreux effets négatifs, et l'absence totale d'effets positifs. Beaucoup parlent d'escroquerie gigantesque, à l'échelle planétaire. Le gouvernement, quant à lui, se défend en s'appuyant sur les études-bidon financées par les industriels de la « transition » qui, les poches pleines d'argent public, sont à même d'aplanir toutes les difficultés en arrosant là où il faut.

Tout ce qui gêne est passé sous silence : le carnage de millions d'oiseaux et de chauves-souris, les insomnies chroniques de beaucoup de riverains d'éoliennes, les 16 centrales à gaz qui ont été construites discrètement depuis 2005 pour remédier à l'intermittence du vent et du soleil, et les retours d'expérience désastreux dans les pays qui nous ont précédé dans cette voie. En effet, depuis 30 ans que les premières éoliennes ont été installées dans divers pays, les émissions de CO2 ne baissent pas, et partout la transition énergétique est un échec que les hommes et femmes politiques essaient de masquer par tous les moyens.

- Danemark : Ce pays vend à la Norvège et à la Suède, à perte, l'électricité éolienne produite en surplus la nuit. Le jour, quand il y a moins de vent mais que la demande est forte, les centrales à charbon assurent qu'il y aura du courant pour tout le monde, sans coupures dues à l'instabilité du vent. Au besoin, l'appoint sera fait en important de l'électricité des pays voisins, mais au prix fort cette fois. Au bout du compte, les émissions de CO2 n'ont pas baissé parce que la variabilité du vent fait que les centrales à charbon doivent compenser en accélérant et décélérant leurs turbines constamment, brûlant ainsi davantage de charbon. Quant au prix de l'électricité, il y est maintenant deux fois plus cher qu'en France.

- Allemagne : Ici aussi, l'électricité coûte 100% plus cher. De plus, les éoliennes ne permettent pas de fermer les centrales nucléaires, car elles produisent de l'électricité de façon intermittente. Le

gouvernement a donc encouragé la construction de centrales à lignite (un charbon très « sale »), parce qu'elle est abondante dans ce pays, et bon marché. Ceci fait que les émissions de CO2 ont augmenté.

- Espagne : Le poids des subventions aux énergies renouvelables sur la dette publique se monte à environ 30 milliards d'euros. Le reste est financé par le consommateur, qui a vu le coût de ses factures d'électricité s'envoler. Le gouvernement de Mariano Rajoy, chargé en 2011 par les électeurs de sauver le pays de la banqueroute, a donc stoppé net les subventions pour les nouveaux projets d'énergies renouvelables, et réduit les marges de profit des anciens à 7%. La Justice, saisie par l'industrie éolienne, lui a donné raison.

- Royaume Uni : La sidérurgie a mis au chômage des milliers de travailleurs, dont 2000 à la seule usine de Redcar, car le prix de l'électricité n'a cessé d'augmenter à cause des subventions aux renouvelables. Cette énergie représente maintenant 40% de ses coûts, rapporte le Wall Street Journal. Les usines se délocalisent donc vers l'Inde ou la Chine, où l'on construit des centrales à charbon à la douzaine pour bénéficier d'une énergie bon marché, source de progrès. L'Angleterre exporte ainsi ses emplois à des pays moins respectueux des consignes « vertes ». Bilan: les émissions de CO2 au niveau mondial augmentent à la suite de ces délocalisations.

Celles-ci menacent aussi l'Allemagne. Mais le gouvernement d'outre-Rhin a appliqué des rustines, en subventionnant les industries qui utilisent beaucoup d'électricité. Angela Merkel met ainsi sur le dos du prochain gouvernement l'impopularité qui résultera du chômage accru quand il faudra couper ces subventions.

- Islande : La transition vers une économie basée sur la géothermie et l'hydrogène fut lancée à grand renfort de publicité en 1998. Dix-huit années plus tard, force nous est de constater son échec. En 2003, le gouvernement annonçait fièrement la mise en service de trois autobus à hydrogène, alimentés par une unique station d'électrolyse. Depuis, plus aucun progrès. Officiellement, la transition est toujours sur les rails, ce qui permet à la presse étrangère de citer l'Islande en exemple. Mais dans les faits, depuis les 3 autobus, la transition s'est enlisée. Les problèmes du coût et de la sécurité (l'hydrogène est plus volatile que l'essence et s'enflamme ou explose encore plus facilement) ont eu raison de l'engouement des politiques.

- France : Échec de l'éolien à Tahiti, et un bel exemple de gabegie de fonds publics...?

Le flop des éoliennes de Makemoé ?

Poitou-Charentes : échec de la voiture électrique. « Une semaine après la présentation par la ministre de l'écologie d'un important volant de mesures en faveur des voitures électriques, la Chambre régionale des comptes (CRC) d'Aquitaine révèle le gouffre financier qu'a creusé le soutien « important et inconditionnel » de l'ancienne présidente du Poitou-Charentes à un projet de voiture électrique qui a tourné au fiasco ». On lit encore, dans le même article du Monde de juin 2014, « La Cour des Comptes régionale délivre un double blâme à la gestion de Ségolène, présidente de la Région de 2004 à 2014 » et « aux mauvais choix stratégiques s'ajoute une gestion opaque »

?

Le Monde - la très chère voiture électrique de Ségolène Royal?

Ceci n'a pas empêché Mme Royal de devenir ministre, ni de faire voter davantage de subventions pour la voiture électrique... Il faut bien faire accroire, comme en Islande, au Danemark ou en

Allemagne, que les politiques ne se sont pas lourdement trompés avec la transition énergétique. Le bon peuple paiera les pots cassés, comme il le fait déjà pour l'éolien et le solaire, en se faisant facturer l'électricité toujours plus cher alors que le prix des combustibles traditionnels a énormément baissé... Tout ceci ne laisse pas d'être très inquiétant, et conduit à cette question : sommes-nous un peuple souverain, ou les dindons de la farce ?